

L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Construction de collecteurs d'eaux

La Banque mondiale s'assure de l'avancement des travaux

Une délégation de la Banque mondiale s'est déplacée sur les sites prises en compte par le Projet ... • (Page 09)

Prix des produits

Le gouvernement fixe, des commerçants s'entêtent

Le calvaire des populations pour ce qui est de la cherté de la vie n'est pas prêt de connaître une fin de sitôt. Et pour cause dans plusieurs communes du Bénin notamment ... • (Page 10)

Activités bancaires en 2021

• (Page 03)

Ecobank Bénin maintient le cap des performances



FAPEF 2022

Des figures des médias et des institutions primées pour leur soutien

La création du Forum de la presse économique et financière (FAPEF) répond à une volonté de ... • (Page 04)

Campagne agricole 2021-2022

Le Kilogramme de cajou vendu demain à 350 FCFA

Le Conseil des ministres s'est tenu mercredi 30 mars 2022. Plusieurs décisions ... • (Page 10)

Recettes fiscales

La DGI invite les petites entreprises à déclarer leurs impôts trimestriels

La Direction générale des impôts (DGI) dans une note circulaire en date du 30 mars 2022, invite les petites entreprises ayant un ... • (Page 02)

Divertissement et business

Grande expansion des vidéo-clubs

Le sport à la télévision est un hobby pour plusieurs personnes de nos jours. Le football par exemple, rassemble un nombre très important de passionnés obnubilés ... • (Page 04)

Soutien au PAG II du Bénin

• (Page 11)

Le Fonds saoudien satisfait de l'exécution des projets financés



FONI 2022

FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMEDIATION DU NUMERIQUE ET DE L'INNOVATION
INTERNATIONAL FORUM FOR INTERMEDIATION DIGITAL AND INNOVATION

Du 28 au 29 Avril 2022
à l'Hôtel 2 Février à Lomé au Togo

foni.afrikcreances.com




Recettes fiscales

La DGI invite les petites entreprises à déclarer leurs impôts trimestriels

La Direction générale des impôts (DGI) dans une note circulaire en date du 30 mars 2022, invite les petites entreprises ayant un chiffre d'affaires de moins de 50 millions FCFA à faire leur déclaration trimestrielle.

Lire le communiqué



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN
CABINET
SECRETARIAT GÉNÉRAL DU MINISTÈRE
DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS
DIRECTION DE LA LÉGISLATION ET DU CONTENTIEUX

N° 0440 /MEF/DC/SGM/DGI/DLC/SLCI

Tél : 21 30 10 20 – Fax : 21 30 18 51
01 BP ; 302 COTONOU – ROUTE DE L'AÉROPOR
www.finances.bj

Cotonou, le 30 MAR 2022

NOTE CIRCULAIRE


OBJET : déclaration trimestrielle des impôts par les petites entreprises

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°2021-15 du 05 décembre 2021, portant code général des impôts de la République du Bénin, toutes les sociétés de capitaux y compris les sociétés unipersonnelles sont soumises à l'impôt sur les sociétés, quel que soit leur chiffre d'affaires.

A ce titre, les sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à cinquante millions (50 000 000) de francs CFA continuent d'être gérées dans les Centres des Impôts des Petites Entreprises (CIPE), tout en étant soumises aux mêmes obligations de déclaration et de paiement mensuelles (ITS, VPS, AIB) que les moyennes et grandes entreprises.

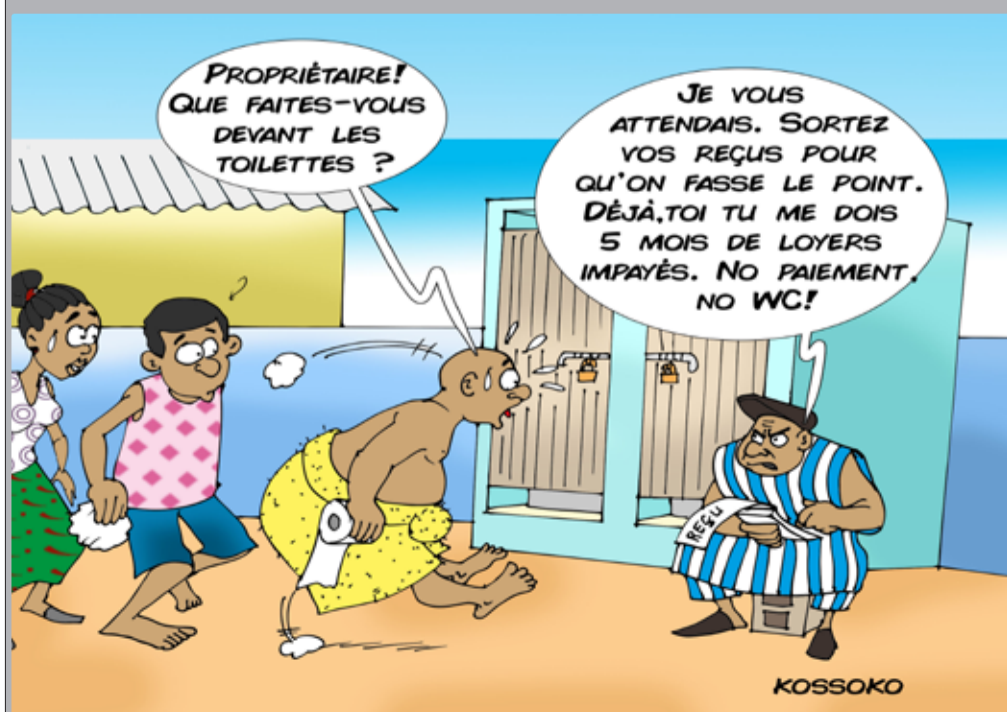
Toutefois, afin de leur faciliter l'accomplissement des obligations fiscales et en attendant la digitalisation des procédures dans les CIPE, elles sont autorisées à déclarer et payer trimestriellement les impôts sur les salaires et l'acompte sur impôt assis sur les bénéficiaires.

Les directeurs et chefs de service sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'informer les collaborateurs à divers niveaux du contenu de la présente note et de veiller à son application correcte. Toute difficulté rencontrée dans son application devra être immédiatement portée à ma connaissance.



Nicolas YENOUSSE

Cari du jour



KOSSOKO

AUX DÉCIDEURS... Téléphone, le mal nécessaire

Le 21^e siècle est considéré comme le siècle de la communication. Il l'est effectivement à la suite de l'implosion technologique et de la poussée vers l'inclusion financière à travers les transactions électroniques. Le téléphone du 21^e siècle, c'est la Vie. Il y en a de toutes les gammes et donc de toutes les bourses. Il y a des téléphones intelligents susceptibles de remplacer l'ordinateur, même si son interface n'offre pas le même confort que l'écran et le clavier d'ordinateur. Ces téléphones permettent de gérer les mails, les comptes bancaires, de convertir des documents Word en PDF, de signer des documents numériques, d'utiliser de nombreuses applications professionnelles et d'exploiter de très nombreux autres services pour être en relation avec ses connaissances de par le monde. Il s'agit de téléphones portables à l'usage de personnes lettrées, capables d'en faire une utilisation plus ou moins optimale. Mais, ils ne sont pas proscrits aux illettrés qui éprouvent le plaisir d'être en compagnie d'un smartphone, pour peu qu'ils disposent de moyens. Car, l'acquisition de ces genres de téléphones, force un peu la bourse. Suivant leurs performances, les coûts varient, en CFA, de 70.000F à des montants effarants pour les plus nantis. Dans cette catégorie de téléphones intelligents, il y en a de bas de gamme à des prix inférieurs à 50.000F. En plus des téléphones intelligents, les fabricants ont bien pensé aux pauvres-illettrés qui ne s'accommodent ni au snobisme, ni aux mondanités. Pour cette catégorie de citoyens, le téléphone sert essentiellement à deux choses : émettre et recevoir des appels, puis recevoir des transferts d'argent électronique. Toute chose qu'effectuent les téléphones intelligents. Le bas peuple acquiert le téléphone qui convient à son statut d'indigent à moins de 10.000F. Alors, il est rare aujourd'hui que les citoyens de toutes conditions sociales se privent de cet outil de communication. En conséquence, ce secteur d'activités est devenu très rentable. Les points de vente s'érigent à profusion. Pour les hommes d'affaires, les acteurs politiques, les gouvernants, les dirigeants et autres personnalités, les dépenses qu'engendre l'utilisation du téléphone leur est certainement marginale. Mais pour les autres citoyens, l'utilisation du téléphone, contraint parfois à se ceindre les reins et à se priver de sa ration alimentaire journalière. Car, créditer le téléphone pour émettre un appel ou envoyer un message est parfois prioritaire que de gaver sa panse avec un bourratif, pourtant si nécessaire. Choisir ou ne pas choisir est tout de même un choix. Priorité à la communication au détriment des cinq besoins fondamentaux de l'homme. Qui sait si, finalement, la communication n'est pas la panacée pour solutionner les besoins fondamentaux humains ?

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Togo : hausse des indicateurs du port autonome de Lomé en 2021

Le Port autonome de Lomé (PAL) a enregistré une hausse de ses indicateurs en 2021, selon une note publiée par la plateforme située en Afrique de l'ouest. Les statistiques, il a été noté, une augmentation du tonnage global à 3.493.845 tonnes de marchandise en 2021, soit un taux de croissance de 14, 17% par rapport à 2020. Pour sa part, le transbordement a connu une augmentation de 15,30% entre 2020 (1.342.546 conteneurs) et 2021 (1.585.101 conteneurs). Le trafic conteneur a progressé de 14,72% soit une augmentation de 254.064 conteneurs, passant ainsi de 1.725.270 conteneurs.

Activités bancaires en 2021

Ecobank Bénin maintient le cap des performances

Les actionnaires de la filiale du groupe bancaire panafricain, Ecobank au Bénin étaient en assemblée générale ordinaire le jeudi 24 mars 2022. Occasion pour eux de passer en revue la gestion de la banque conduite par le conseil d'administration au titre de l'exercice 2021. En outre, il était question d'approuver les comptes de la banque au titre de l'exercice écoulé et de statuer sur une série de dispositions réglementaires pour la bonne marche des activités de la filiale.

● Bidossessi WANOU

Un résultat bénéficiaire net de plus de 8,46 milliards de FCFA en 2021 contre 6,7 milliards en 2020, un total bilan en hausse de 12%, 6,539 milliards de dividendes distribués aux actionnaires et la liste n'est pas exhaustive. Ecobank Bénin a, sans doute, clôturé l'année 2021 en beauté, en dépit de la pandémie du coronavirus qui a persisté et la lente reprise des activités. Dans ses propos introductifs, « cette assemblée générale est consacrée à l'examen de la gestion et à l'approbation des comptes 2021 de la banque et à d'autres questions relevant habituellement de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires », a précisé Vincent Maforikan, Président du conseil d'administration qui a décrit l'environnement économique et ses impacts sur les activités de la banque avant de présenter les résultats obtenus au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2021. A l'en croire, « les performances de l'exercice toutes aussi satisfaisantes que celles des deux précédents,

placent la banque sur la voie de la création durable de valeur ». Pour cette assemblée générale, dix points ont meublé les discussions à savoir : Examen des rapports du conseil d'administration et des Commissaires aux Comptes sur les états financiers puis approbation des comptes, affectation du résultat, approbation des conventions réglementées, quitus aux administrateurs, fixation de la rémunération des administrateurs pour l'exercice 2022, constatation de la fin des mandats de certains administrateurs et renouvellement desdits mandats, nomination d'un administrateur, présentation du rapport d'évaluation de l'organe délibérant au titre de l'année 2021, vote des résolutions et pourvois aux fins de formalités. Abordés l'un après l'autre, ils ont fait l'objet de délibération et d'adoption à l'unanimité des actionnaires présents.

Belles perspectives, les actionnaires satisfaits

« Les perspectives d'avenir sont prometteuses », a fait savoir le Président du Conseil d'administration,



● Le présidium

Vincent Maforikan qui a insisté sur la nécessité de maintenir le cap ; avec le même engagement, la même persévérance et la même vigilance. » Gabin Apithy, un des actionnaires a salué le management du conseil d'administration et le savoir-faire légendaire de l'administrateur directeur général de la filiale Ecobank Bénin, Lazare Komi NOULEKOU. « La banque est dans une zone de stabilité et fait partie des meil-

leurs banques de la place malgré les vicissitudes liées à l'exercice de l'activité et à la crise pandémique. C'est à l'actif du Conseil d'Administration et du Directeur Général que nous félicitons », a reconnu et témoigné Gabin Apithy, actionnaire. Les Cabinets Deloitte Bénin et Fiduciaire d'Afrique représentés par Sandra Zoeli, Commissaires aux comptes de la filiale, ont certifié sans réserve lesdits comptes, gage de fiabilité

pour les actionnaires, des comptes présentés. Ecobank Bénin se maintient dans la performance et l'équipe dirigeante n'entend pas régresser.

Des défis pour maintenir le cap

Ecobank Bénin a assaini son portefeuille mais n'entend pas dormir sur ses lauriers. Déjà, la filiale a identifié de nouveaux défis qu'elle entend relever tout en conservant ses acquis. « Au cours

de l'année 2022, Ecobank Bénin œuvrera à consolider et sécuriser les résultats de l'exercice 2021 par la poursuite de la politique de diversification et de gestion prudente de sa trésorerie », a souligné le PCA Vincent Maforikan, toute chose qui devrait participer du renforcement de la résilience de la banque au regard des défis liés aux effets de la pandémie qui continue de sévir. A cela, devraient s'ajouter des initiatives mieux pensées pour l'optimisation des charges et l'amélioration du coefficient d'exploitation. « Par ailleurs, la digitalisation entamée depuis quelques années, s'accroîtra afin de permettre à la clientèle d'effectuer ses opérations avec la célérité recherchée et dans les conditions optimales de sécurité sanitaire. La qualité de service demeurera un levier essentiel devant permettre à la banque d'entretenir d'excellentes relations et de partager de belles expériences avec ses clients », a confié le PCA d'Ecobank Bénin. Il en est de même du management et de la motivation du personnel que l'équipe dirigeante entend continuer à renforcer.



Baromètres Bénin

| Référentiel | | |
|--|-----------------------------|---|
| Données Démographiques | Valeur | Sources |
| Population | 11,49 millions | Statistiques mondiales (2018) |
| Densité de la population | 100,17 hbts/Km ² | Statistiques mondiales (2018) |
| Population de moins de 15 ans | 45% | FMI (2014) |
| Espérance de vie à la naissance | 61,47 ans | Statistiques mondiales (2015) |
| Taux d'urbanisation | 44% | Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaec), 2015 |
| Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour | 36% | Statistiques mondiales (2016) |
| Age médian femme | 18,3 ans | Statistiques mondiales (2015) |
| Age médian homme | 17,5 ans | Statistiques mondiales (2015) |

| | | |
|------------------------------|-----------------------|-------------------------------|
| Indice de fécondité | 4,9 enfants par femme | FMI (2014) |
| Taux de natalité | 36,40 o/∞ | Statistiques mondiales (2018) |
| Taux de mortalité | 8,21% | Statistiques mondiales (2015) |
| Taux d'accroissement naturel | 2,78% | Statistiques mondiales (2015) |
| Taux de mortalité infantile | 55,68% | Statistiques mondiales (2015) |
| Taux d'alphabétisation | 52,55% | Statistiques mondiales (2015) |

| Référentiel | | |
|----------------------------------|---------|---|
| Economie | Valeur | Sources |
| Croissance économique | 6,7 | BAD 2020 |
| Pib par habitant | 2415 \$ | 2018 |
| Taux d'inflation | -1,1% | Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaec), 2019 |
| Taux de croissance annuel du PIB | 7,2 % | juin 2019 |

FAPEF 2022

Des figures des médias et des institutions primées pour leur soutien

La création du Forum de la presse économique et financière (FAPEF) répond à une volonté de contribuer à l'essor économique de l'Afrique tout en redonnant à la presse économique toute sa place en Afrique. Ainsi, la clôture de la deuxième édition de cet événement régional, le vendredi 25 mars 2022, a été marquée par la remise de prix spéciaux à des figures des médias et des institutions pour leur soutien au développement de la presse économique.

● **Félicienne HOUËSSOU**
envoyée spéciale

Les organisateurs du FAPEF ont tenu à distinguer certains partenaires qui accompagnent le développement de la presse économique sur le continent. La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) partenaire officiel du Forum a reçu le 1er trophée FAPEF. Le 2ème trophée a été décerné à la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), également, partenaire officiel de cet événement. Les 3ème prix et 4ème prix ont été respectivement remis à un ancien rédacteur en chef de jeune Afrique, Francis Kpatindé et à la Banque africaine de développement (BAD). Le 5ème prix a été décerné au Ceo de Business 24, Lucien Agbia, l'un des pionniers de la presse économique dans la région. C'est le



● Une remise des prix

journaliste et écrivain Abdul Diao qui a reçu le 6ème prix. Le Ceo de Business 24, Lucien Agbia a salué cette initiative, car, pendant longtemps, les médias de la région ont eu beaucoup d'appétence pour d'autres thématiques alors qu'il y a besoin d'accélérer le développement économique du continent. « Nous encourageons toute initiative du genre pour faire en sorte que l'économie de ce continent soit en permanence en

discussion. Les nouvelles initiatives peuvent propulser notre marche vers le mieux-être de nos populations », a-t-il déclaré. Quant au promoteur du FAPEF, Michel Russel Lohoré, il dira que ces personnalités et institutions ont été primées pour leur soutien à la promotion du journaliste de développement. « C'est avec eux que nous pouvons construire la presse économique en Afrique », a-t-il insisté avant de conclure

que le FAPEF 2022 a franchi un cap parce que le journaliste économique doit prendre sa place dans la dynamique de développement du continent.

L'inclusion financière pour booster la transformation économique

Le FAPEF a été animé par un parterre de spécialistes qui ont décortiqué, à travers différents panels, les enjeux du développement durable et inclusif du continent. En amont à la clôture, les experts ont planché sur "L'inclusion financière au cœur de la transformation économique" et la "Place de la coopération afro-africaine dans les dynamiques de développement du continent". Lors des panels, les intervenants ont tous convenu que les enjeux en matière de développement durable sont énormes.

Intervenant sur le panel de l'inclusion financière, Franck Berthod, Président d'Antilop Development Network (AND), et éditeur de "Entrepreneur In Africa" a estimé qu'en Afrique de l'ouest, le taux de bancarisation tourne souvent autour de 25%. Ce qui n'arrange pas souvent. « Les Etats ainsi que les banques centrales doivent faire leur travail en proposant de l'aménagement et un peu plus de flexibilité pour que les conditions financières qu'appliquent les établissements financiers soient plus souples. Ça passe par des baisses de taux, des ouvertures de compte moins coûteux », a-t-il précisé tout en ajoutant qu'il faut favoriser l'utilisation du digital. A ces côtés, 6 autres intervenants qui étaient unanimes sur le fait que l'Afrique a besoin d'initiatives innovantes pour relever le défi de l'inclusion financière. Bruno Aka, Chargé Prin-

cipal des Systèmes de Paiement et d'Inclusion Financière Digitale à la BAD dévoile à cet effet, les actions de la banque dans le secteur. Entre autres, il a cité la Facilité africaine d'inclusion financière numérique (ADFI). Ce programme est une initiative panafricaine conçue pour catalyser l'inclusion financière numérique dans toute l'Afrique. Son objectif est de faire en sorte que 332 millions d'Africains supplémentaires, dont 60 % de femmes, accèdent à l'économie formelle. Les partenaires actuels de l'ADFI sont l'Agence française de développement (AFD), le ministère français de l'Économie et des Finances, le ministère luxembourgeois des Finances, la Fondation Bill et Melinda Gates et la Banque africaine de développement, qui héberge également le fonds. Le rendez-vous est pris pour mars 2023 pour une troisième édition du FAPEF.

Divertissement et business

Grande expansion des vidéo-clubs

Le sport à la télévision est un hobby pour plusieurs personnes de nos jours. Le football par exemple, rassemble un nombre très important de passionnés obnubilés par les performances que leurs offrent les sportifs de haut niveau. Ainsi à Parakou, des centres de diffusion des matchs voient le jour. Une activité devenue très lucrative dont le nombre de partisans ne cesse d'augmenter.

Les lieux de diffusion des matchs de football à Parakou se font remarquer de plus en plus. Communément appelés "vidéo-club", ils ne cessent d'accueillir un bon nombre d'amoureux du cuir rond et des championnats européens. Véritable moment de distraction pour ces derniers, mais moyennant un prix forfaitaire. Sur les lieux, débats, joies, jubi-

lations et frustration s'entremêlent autour des différents matchs à la télé. Une ferveur remarquable comme s'ils assistaient aux rencontres en présentiel. L'un d'entre eux s'est justement confié sur les raisons de sa fréquentation des vidéo-clubs. « J'aime bien l'ambiance ici. Nous nous retrouvons pour nous changer les idées et supporter nos clubs préférés. Nous qui n'avons pas

les moyens pour nous offrir les chaînes sportives à la maison, ce vidéo-club nous dépanne suffisamment », affirme Abdoulaye, venu suivre un match de football. Par ailleurs, malgré l'explosion des prix des abonnements aux chaînes sportives de nos jours, beaucoup préfèrent encore fréquenter les vidéo-clubs. Selon eux, la convivialité et l'ambiance dans ces lieux sont impor-

tantes pour suivre un bon match. Les propriétaires de ces "vidéo-clubs" en ont fait un travail à plein temps et font pas mal de chiffre d'affaires. C'est le cas du sieur Issakou Bio Sacca qui confie être satisfait de ce qu'il appelle son "métier". Propriétaire d'un vidéo-club depuis bientôt 15 ans, il se réjouit d'avoir découvert très tôt cette activité. « Étant très jeune, j'ai été ap-

prenti dépanneur de postes téléviseurs et autres appareils. C'est mon frère qui m'a donné l'idée de me lancer dans cette activité. Au départ je ne montrais que des films indiens et américains. Puis quelques années plus tard, je me suis procuré un décodeur avec lequel j'ai commencé à montrer des matchs de football (...) Je fais partie des premiers à commencer à le faire ici à

Parakou et nous avons fixé un prix ici à Parakou qui est de 150f », s'est-il confié. Toutefois, son travail n'est pas sans difficultés. Issakou déplore des problèmes techniques inattendus, surtout en saison pluvieuse.

Mouhamed Bouhari SAÏDOU (corresp. Borgou/Alibori)

Baromètres Bénin

| | | |
|---------------------------------|-------------------------------------|------------------------|
| Bénin Production industrielle | 10,70% | Trading economics |
| Bénin Inflation alimentaire | -6,30% | Trading economics |
| Efficacité des pouvoirs publics | -0,50 | Trading economics |
| Emission de CO2 | 0,614 tonnes métriques par habitant | Banque mondiale (2014) |

| | | |
|----------------------|-------------|---------------------------------|
| Indice de corruption | 40 points | Transparency international 2019 |
| Climat des affaires | 52.4 points | Banque mondiale 2019 |
| Indice de prospérité | -2 rang | Institut Legatum |

Position du Bénin dans la sous-région

| Indices | Rang UEMOA | Rang mondial | Source |
|----------------------|------------|-----------------------|----------------------------|
| Développement humain | 1er | 163ème sur 189 pays | PNUD |
| Démocratie | 2ème | 81ème | The Economist |
| liberté de presse | 5ème | 96ème | Reporters Sans Frontières |
| Corruption | 3ème | 85ème sur 180 pays | Transparency international |
| Liberté Humaine | 1er | 76ème | Institut Fraser 2022 |
| Prospérité | 3ème | 25ème (plan Africain) | Institut Legatum |

| Référentiel | | |
|---|---------------|--------------------------------|
| Indices | Valeur | Sources |
| Indice GINI | 43,4% | 2016 |
| Indice de la compétitivité mondiale | 3,5% | 2016 |
| Indice des prix à la consommation (IPC) | 100,50 points | Statistiques mondiales |
| Indice Bénin de la liberté humaine | 7,32 | Institut Fraser 2022 |
| Indice de démocratie | 5,74 points | The Economist |
| Indice de développement humain (Idh) | 0,515 points | PNUD 2018 |
| Indice de liberté de presse | 31,74 points | Reporters Sans Frontières 2019 |

Indicateurs économiques du Bénin

Indicateurs de croissance

| Indicateur de croissance | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 (e) | 2019 (e) |
|--|--------|---------|----------|----------|----------|
| PIB (milliards USD) | 8,30 | 8,58 e | 9,41 e | 10,62 | 11,56 |
| PIB (croissance annuelle en %, prix constant) | 2,1 | 4,0 e | 5,4 e | 6,0 | 6,3 |
| PIB par habitant (USD) | 764 e | 771 e | 826 e | 910 | 969 |
| Endettement de l'Etat (en % du PIB) | 42,425 | 50,267 | 53,364 e | 53,557 | 51,546 |
| Taux d'inflation (%) | 0,3 | -0,8 | 2,0 e | 2,1 | 2,0 |
| Balance des transactions courantes (milliards USD) | -0,70 | -0,62 e | -0,82 e | -0,75 | -0,80 |
| Balance des transactions courantes (en % du PIB) | -8,4 | -7,2 e | -8,7 e | -7,1 | -6,9 |

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

| Indicateurs monétaires | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|
| Franc CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO | 630,96 | 630,63 | 631,22 | 630,86 | 531,31 |

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les principaux secteurs économiques

| Répartition de l'activité économique par secteur | Agriculture | industrie | Services |
|--|-------------|-----------|----------|
| Emploi par secteur (en % de l'emploi total) | 43,2 | 18,5 | 38,3 |
| Valeur ajoutée (en % du PIB) | 25,6 | 23,4 | 51,1 |
| Valeur ajoutée (croissance annuelle en %) | 4,4 | 4,5 | 3,6 |

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les indicateurs de Commerce

| Indicateurs du commerce extérieur | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|
| Importations de biens (millions USD) | 2.339 | 3.010 | 3.823 | 3.028 | 2.251 |
| Exportations de biens (millions USD) | 1.443 | 1.982 | 2.563 | 2.032 | 1.354 |
| Importations de services (millions USD) | 575 | 761 | 884 | n/a | 712 |
| Exportations de services (millions USD) | 414 | 500 | 456 | n/a | 382 |
| Importations de biens et services (croissance annuelle en %) | 12,3 | 30,0 | 16,1 | -8,4 | 1,4 |
| Exportations des biens et services (croissance annuelle en %) | 24,1 | 20,7 | 24,8 | -10,1 | 7,0 |
| Balance commerciale (hors services) (millions USD) | -559 | -612 | -710 | -505 | -669 |
| Commerce extérieur (en % du PIB) | 59,7 | 69,5 | 76,5 | 68,0 | 70,2 |
| Importations de biens et services (en % du PIB) | 35,1 | 41,3 | 44,5 | 39,8 | 39,7 |
| Exportations des biens et services (en % du PIB) | 24,6 | 28,2 | 32,1 | 28,2 | 30,5 |

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Principaux pays partenaires

| Principaux clients (% des exportations) | 2015 |
|---|--------|
| Inde | 13,0 % |
| Niger | 9,6 % |
| Malaisie | 8,8 % |
| Singapour | 7,9 % |
| Vietnam | 7,5 % |
| Bangladesh | 7,4 % |
| Nigeria | 6,3 % |
| Chine | 5,3 % |
| Indonésie | 3,7 % |
| Pakistan | 2,8 % |

Source : Comtrade, dernières données disponibles

| Principaux fournisseurs (% des importations) | 2015 |
|--|--------|
| France | 11,7 % |
| Chine | 10,8 % |
| Inde | 9,8 % |
| Togo | 8,5 % |
| Thaïlande | 7,7 % |
| Espagne | 6,0 % |
| Belgique | 4,9 % |
| Etats-Unis | 3,3 % |
| Nigeria | 3,3 % |
| Pays-Bas | 3,2 % |

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Investissement

Les IDE en chiffres

| | Bénin | Afrique Subsaharienne | Etats-Unis | Allemagne |
|---|-------|-----------------------|------------|-----------|
| Index de transparence des transactions* | 7,0 | 5,0 | 7,0 | 5,0 |
| Index de responsabilité des managers** | 1,0 | 4,0 | 9,0 | 5,0 |
| Index de pouvoir des actionnaires*** | 5,0 | 5,0 | 4,0 | 8,0 |
| Index de protection des investisseurs**** | 4,0 | 4,3 | 6,5 | 6,0 |

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

| Investissement Direct Etranger | 2014 | 2015 | 2016 |
|--|-------|-------|-------|
| Flux d'IDE entrants (millions USD) | 405 | 150 | 161 |
| Stocks d'IDE (millions USD) | 1.607 | 1.666 | 1.690 |
| Nombre d'investissements Greenfield*** | 1 | 5 | 0 |
| IDE entrants (en % de la FBCF****) | 14,6 | 6,8 | 7,7 |
| Stock d'IDE (en % du PIB) | 16,5 | 20,1 | 19,7 |

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

| PIB | dernier | Référence | Précédent |
|------------------------------------|-------------------------|-----------|-----------|
| Taux de croissance annuelle du PIB | 5,5 | Mars 2018 | 5,5 |
| PIB | 9.27 milliards USD | Déc 2017 | 8.57 |
| Pib par habitant | 860 USD | Déc 2017 | 837 |
| Pib par habitant Ppp | 2064 USD | Déc 2017 | 2010 |
| Prix constant du Pib | 4095 de FCFA- Milliards | Déc 2016 | 3939 |
| Pib de l'agriculture | 855 de FCFA- Milliards | Dec 2016 | 878 |
| Pib de la fabrication | 874 de FCFA- Milliards | Dec 2016 | 779 |
| Pib du secteur des mines | 14.7 de FCFA- Milliards | Dec 2016 | 10.7 |
| Pib de l'administration publique | 316 de FCFA- Milliards | Déc 2016 | 315 |
| Pib des services | 1510 de FCFA- Milliards | Déc 2016 | 1491 |

Source : trading economics

| Tarifs | Dernier | Référence | Précédent |
|-----------------------------------|------------------|-----------|-----------|
| Taux d'inflation | 0.8% | Mai 2018 | 1.9 |
| L'inflation alimentaire | 1.8% | Mai 2018 | 5.3 |
| Indice des prix à la consommation | 113 Index-Points | Mai 2018 | 113 |
| CPI Housing Services publics | 115 Index-points | Mai 2018 | 115 |
| CPI Transport | 114 Index-Points | Mai 2018 | 114 |

Source : trading economics

| Argent | Dernier | Référence | Précédent |
|---------------------|---------|-----------|-----------|
| taux d'intérêt | 4.5% | Juin 2018 | 4.5 |
| Fort taux d'intérêt | 6.93% | Déc 2016 | 6.99 |
| Taux interbancaire | 5.08% | Mai 2018 | 3.75 |

Source : trading economics

| Commerce | dernier | Référence | Précédent |
|-----------------------------------|-----------------------|-----------|-----------|
| Balance commerciale | -190 FCFA - Milliards | Mars 2018 | -408 |
| Exportations | 147 FCFA - Milliards | Mars 2018 | 82.05 |
| Importations | 338 FCFA - Milliards | Mars 2018 | 490 |
| Compte courant | -809 USD million | Dec 2016 | -745 |
| Compte courant par rapport au PIB | -7.1% | Dec 2016 | -6.5 |
| Indice de terrorisme | 0 | Dec 2016 | 0 |

Source : trading economics

| Gouvernement | dernier | Référence | Précédent |
|--------------------------|-----------------|-----------|-----------|
| La dette publique au PIB | 23.2% | Dec 2016 | 21.3 |
| Budgets du gouvernement | -5.8% of GDP | Dec 2017 | -6.2 |
| Cote de crédit | 30 | - | - |
| Dépenses militaires | 112 USD Million | Dec 2017 | 79.58 |

Source : trading economics

| Entreprise | dernier | Référence | Précédent |
|--------------------------------|-------------|-----------|-----------|
| Vitesse Internet | 1517KBps | Mars 2017 | 1642 |
| Adresses IP | 5580 IP | Mars 2017 | 5652 |
| Utilisation de la capacité | 57.9% | Mars 2018 | 63.4 |
| Indice de compétitivité | 3.47 points | Dec 2018 | 3.47 |
| Compétitivité rang | 120 | Dec 2018 | 124 |
| Indice de la corruption | 39 Points | Dec 2017 | 36 |
| Corruption rang | 85 | Dec 2017 | 95 |
| Facilité de faire des affaires | 151 | Dec 2017 | 155 |
| Production industrielle | 5.4% | Mars 2018 | 26.6 |
| Indice économique avancée | 0.8% | Fev 2018 | 0.7 |

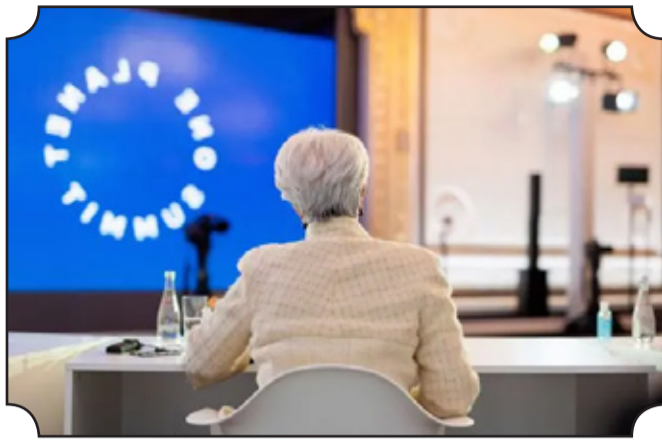
Foncier

L'immobilier ancien de plus en plus cher

Un nombre de ventes record... et des prix record aussi. En 2021, le nombre de ventes a atteint un niveau record depuis 2000, avec 1.178.000 transactions sur l'année, selon l'indice Notaires-Insee publié ce jeudi. Dans ce contexte, le succès des maisons ne se dément pas : en 2021, elles ont porté la hausse des prix dans l'immobilier ancien, qui a atteint 7,1 % en France. De quoi confirmer l'envie de vert et d'espace qui a surgi chez les Français après les confinements de 2020. En 2021, le prix des maisons en France a grimpé de 9 %, alors que celui des appartements n'a augmenté « que » de 4,6 %. « 2021 était une année exceptionnelle, ça se confirme », a déclaré en conférence de presse Thierry Delesalle, président de la commission des statistiques immobilières des Notaires du Grand Paris.

Une exception à cette hausse: Paris

En glissement annuel sur 12 mois, le record absolu a été atteint au troisième trimestre 2021, avec 1.212.000 transactions sur toute la France, une période qui prenait en compte les derniers mois de 2020, quand beaucoup de ventes consécutives à la sortie des confinements ont été conclues. David Ambrosiano, président du Conseil supérieur du notariat, voit dans cette tendance « un rattrapage post-confinement dans les premiers mois et un effet d'anticipation pour 2022 ». Il s'attend à un volume de transactions qui « pourrait se stabiliser en 2022 à un niveau toujours élevé ». Une exception à cette hausse généralisée des prix : Paris. La capitale est le seul territoire où les prix ont baissé en



2021, de 1,6 %. Ils restent néanmoins à des niveaux stratosphériques, avec un prix moyen au mètre carré de 10.600 euros, qui devrait se stabiliser, avec une estimation de 10.550 euros pour avril prochain. Et plus on s'éloigne de Paris, plus les prix des appartements augmentent. +2,3 % pour la petite couronne, +3,8 % pour la grande couronne, +8 % en métropole hors Île-de-France. « Le Covid a marqué les esprits, parce qu'en étant confinés dans des appartements sans terrasse, sans balcon, sans pouvoir sortir, je pense que les gens ont pris conscience du fait que Paris ne fait pas tout », affirme à l'AFP Guillaume Martinaud, président du réseau d'agences Orpi.

Le pouvoir d'achat pèse sur les choix immobiliers

La capitale n'en est pas pour autant devenue un repoussoir : le nombre de ventes augmente, sans que cela se traduise pour l'instant sur les prix, a relevé Me Delesalle. Deux explications à cela : « le retour à l'aide parentale », les familles qui ont accumulé de l'épargne pendant la crise sanitaire ayant pu aider leurs enfants à acheter ; et l'appétit des investisseurs pour la « pierre coffre-fort », soit l'immobilier parisien comme valeur-refuge. De

fait, la gentrification de Paris se poursuit. La différence de prix entre les arrondissements les plus cossus (6e, 7e, 8e...) et les plus accessibles (18e, 19e, 20e...) est historiquement faible. « Paris est en train de retrouver une vraie compétitivité, surtout par rapport aux autres capitales à l'étranger, qui augmentent beaucoup », a affirmé Thierry Delesalle. Car là où le logement flambe dans plusieurs pays (Australie, Turquie, Europe du Nord...), en France, la hausse des prix, quoique sensible, est « égale à l'inflation » sur les derniers trimestres de l'année, note-t-il. Une donnée clé, alors que la question du pouvoir d'achat est de plus en plus prégnante dans le débat public, et que le logement est le premier poste de dépenses des ménages en France. « Il y a toujours autant d'envie de déménager, d'avoir de l'espace, mais les gens font tout de même attention au pouvoir d'achat », affirme Guillaume Martinaud du réseau Orpi. Ainsi, en 2022, si les carburants continuent de coûter très cher, cela pourrait avoir un impact sur l'attractivité des campagnes et « toutes les zones où vous avez besoin des voitures pour vous déplacer ».

20 minutes du 30 mars 2022

Consommation

Pourquoi le prix de la baguette de pain devrait bientôt augmenter

Les boulangers vont bientôt être dans l'obligation d'augmenter le prix de la baguette de pain s'ils ne veulent pas sacrifier leurs marges. En effet, pour faire face à l'augmentation des coûts de production de l'énergie, des carburants mais également des matières premières, une hausse de quelques centimes sera nécessaire, rapportent nos confrères de BFMTV ce mardi. Les boulangers, comme l'ensemble des Français, sont impactés

par l'augmentation du prix des carburants et de l'énergie mais le coût de certaines matières premières les oblige à revoir leurs calculs. Par exemple, depuis l'invasion de l'Ukraine par les soldats russes, le cours du blé a flambé. Actuellement sur Euronext, il s'échangerait entre 360 et 389 euros la tonne alors qu'en 2021, il était à moins de 200 euros la tonne. Des hausses entre 40 et 50 % constatées

Ne représentant que 10 à 15 % du coût d'une baguette, la

farine n'est pourtant pas celle qui aura le plus d'impact, contrairement au beurre et à la poudre de lait. Ces deux matières premières ont vu leur prix augmenter de 40 % pour le beurre et de moitié pour la poudre de lait. Autant de facteurs qui pousseraient les boulangers à faire ce choix. D'après l'Insee, le prix d'une baguette classique, qui était vendue en moyenne à 90 centimes l'année dernière, pourrait, dans les prochains jours, être vendue 1,20 euro.

20 minutes du 30 mars 2022

Niger

L'UE annonce un financement de plus de 333 millions \$ pour renforcer la gouvernance, la sécurité et l'emploi

Dans le cadre de son programme Global Gateway, l'UE a promis d'investir 167 milliards \$ dans plusieurs secteurs de développement en Afrique. Cette semaine, l'institution a annoncé un nouveau financement en faveur du Niger, conformément à cette stratégie. Le gouvernement du Niger va bénéficier d'un financement de son Programme d'action annuel de près de 333,7 millions de dollars de la part de l'Union européenne (UE). La promesse en a été faite par la commissaire européenne aux partenariats internationaux, Jutta Urpilainen, dans un communiqué de presse de la Commission européenne, ce mercredi 30 mars. Ce financement est destiné à renforcer trois secteurs considérés comme prioritaires par Niamey. Il s'agit de la gouvernance, l'éducation et la sécurité. D'après Mme Urpilainen, plus de 55,6 millions de dollars seront injectés dans les secteurs de l'éducation et de la création d'emplois. L'objectif est de favoriser le retour à l'école de 2,6 millions d'élèves non scolarisés, et d'offrir des possibilités de formation ainsi que des opportunités économiques aux jeunes. La priorité sera accordée aux filles et aux femmes des régions de Maradi, Niamey et Agadez. Un investissement du même montant sera également accordé en termes de « soutien financier au gouvernement ». Dénommé « Nexus trois frontières », ce soutien financier permettra d'appuyer la présence de l'Etat et de la gouvernance locale dans la zone des trois frontières avec le Mali et le Burkina Faso où sévit le terrorisme. Il vise à renforcer la sécurité dans la zone. Une partie du financement (216,9 millions \$) sera dédiée aux questions de gouvernance dans le pays, notamment le renforcement des institutions et le soutien des réformes engagées par les autorités. Mme Urpilainen a en outre, annoncé « une facilité de coopération technique » constituée d'un appui transversal à la coopération Niger – Union européenne d'un montant de 5,5 millions de dollars. Cette subvention s'inscrit dans le cadre du programme « Global Gateway » lancé par l'UE le 1er décembre dernier. En effet, dans sa récente tournée africaine, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a promis plus de 167 milliards de dollars à l'Afrique, issus de ce programme de plus de 333 milliards \$. En outre, le Niger pourrait bénéficier « des investissements privés pour favoriser les transitions vertes et numériques » dans le cadre d'une nouvelle stratégie de l'UE visant à « accélérer les investissements » dans la transition énergétique sur le continent africain.



Ghana

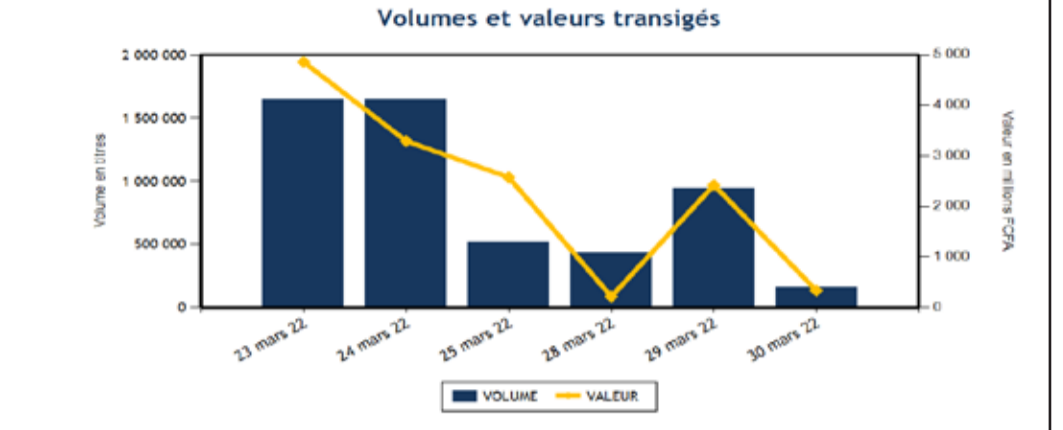
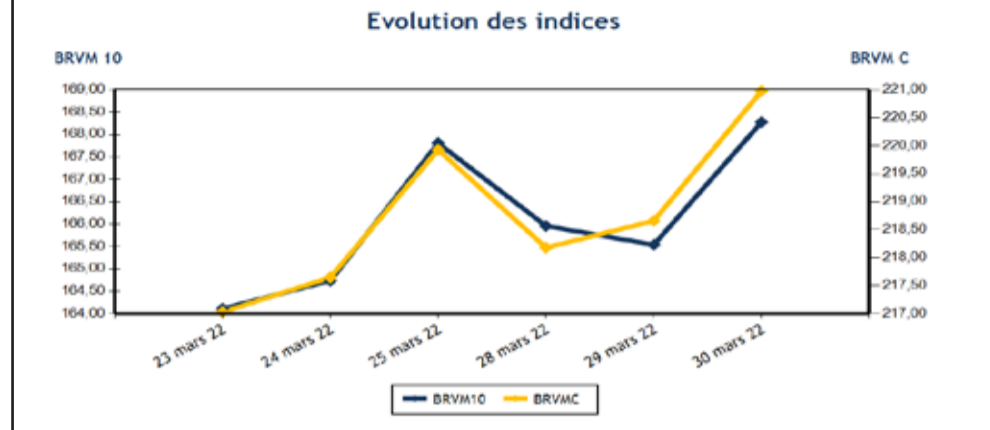
Le Parlement adopte une loi imposant une taxe de 1,5% sur les transactions électroniques



Fin 2021, le gouvernement ghanéen a annoncé la mise en place d'une taxe de 1,75% pour renforcer les caisses de l'Etat, dans un contexte de hausse de la dette et des dépenses publiques. Suite aux contestations de la population, les autorités avaient décidé de revoir cette mesure. Le Ghana va désormais imposer une taxe sur les transferts d'argent électronique. Ce mardi 29 mars, le Parlement a voté une loi entérinant cette mesure du gouvernement Akufo-Addo. Selon la nouvelle loi, une taxe de 1,5% sera imposée sur les transferts d'argent électroniques. Cette mesure vise selon le gouvernement à mobiliser le financement nécessaire pour face aux défis socio-économiques que traverse le pays. Au total, les autorités s'attendent à mobiliser plus de 900 millions \$, grâce à cette mesure. Bien que présentée comme étant bénéfique pour le pays, cette décision est vivement contestée par une partie de l'opinion publique ghanéenne qui estime qu'elle ne fera qu'accroître les problèmes liés à la cherté de la vie. Avec la covid-19 qui a fait chuter la croissance économique à 0,4% en 2020, ainsi que les pressions inflationnistes mondiales qui font grimper les prix des produits de base, depuis plusieurs mois, la population ghanéenne appelle à des mesures sociales pour améliorer son pouvoir d'achat. Alors que la dette du pays continue d'être un sujet d'inquiétude, l'Etat souhaite renforcer la mobilisation des recettes publiques, afin d'augmenter son espace budgétaire. Preuve de l'urgence de la situation, le gouvernement qui vient d'entériner la réouverture de toutes les frontières du pays a également adopté, il y a quelques jours, des mesures de réduction du train de vie de l'Etat, à travers la réduction de 30% des salaires des ministres et du président. Il faut rappeler que le Ghana n'est pas le seul pays à avoir annoncé une telle mesure pour renforcer les finances publiques. Plus récemment dans la région, c'est le Bénin qui a décidé d'imposer une taxe de 5% sur les paiements par voie électronique, suscitant aussi les critiques d'une partie de la population. Les autorités béninoises avaient précisé que cette taxe ne se répercuterait pas sur le quotidien des populations, mais uniquement sur les entités intervenant dans le domaine. Après avoir décidé d'augmenter les frais de transfert d'argent suite à cette mesure, l'opérateur téléphonique MTN qui gère la plateforme Mobile Money du même nom, avait d'ailleurs dû faire machine arrière.

Ecofin du 30 Mars 2022

| | | |
|---|--|---|
| BRVM 10 168,28 | BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE | BRVM Composite 220,98 |
| Variation Jour ↑ 1,66 % | N° 63 mercredi 30 mars 2022 Site : www.brvm.org | Variation Jour ↑ 1,06 % |
| Variation annuelle ↑ 9,62 % | | Variation annuelle ↑ 9,24 % |



| Actions | Niveau | Evol. Jour |
|---|-------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits) | 6 652 096 737 386 | 1,06 % |
| Volume échangé (Actions & Droits) | 159 941 | -79,55 % |
| Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits) | 337 090 854 | -55,38 % |
| Nombre de titres transigés | 43 | 2,38 % |
| Nombre de titres en hausse | 16 | -5,88 % |
| Nombre de titres en baisse | 16 | 23,08 % |
| Nombre de titres inchangés | 11 | -8,33 % |

| Obligations | Niveau | Evol. Jour |
|---------------------------------|-------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA) | 7 640 968 988 392 | 0,00 % |
| Volume échangé | 188 | -99,89 % |
| Valeur transigée (FCFA) | 1 794 000 | -99,89 % |
| Nombre de titres transigés | 5 | -28,57 % |
| Nombre de titres en hausse | 0 | |
| Nombre de titres en baisse | 0 | -100,00 % |
| Nombre de titres inchangés | 5 | 25,00 % |

PLUS FORTES HAUSSES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|----------------------------------|-------|------------|----------------|
| TOTAL SN (TTLS) | 2 685 | 6,97 % | 35,95 % |
| ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT) | 18 | 5,88 % | 0,00 % |
| BANK OF AFRICA CI (BOAC) | 5 800 | 5,84 % | -0,94 % |
| BICI CI (BICC) | 6 390 | 5,27 % | -13,65 % |
| NEI-CEDA CI (NEIC) | 845 | 4,97 % | 35,20 % |

PLUS FORTES BAISES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|----------------------------------|--------|------------|----------------|
| SAFCA CI (SAFC) | 1 165 | -6,80 % | 37,06 % |
| CFAO MOTORS CI (CFAC) | 1 150 | -3,36 % | -3,36 % |
| SOE CI (SDCC) | 4 355 | -1,91 % | 1,40 % |
| SAPH CI (SPHC) | 5 400 | -1,64 % | 3,95 % |
| CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF) | 10 050 | -1,47 % | -4,29 % |

INDICES SECTORIELS

| Base = 100 au 14 juin 1999 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|--------------------------------|--------------------|----------|------------|----------------|---------|-------------|-----------|
| BRVM - INDUSTRIE | 12 | 118,15 | 2,28 % | 7,30 % | 10 161 | 20 239 990 | 40,48 |
| BRVM - SERVICES PUBLICS | 4 | 519,16 | 1,48 % | 15,66 % | 9 582 | 50 196 225 | 8,57 |
| BRVM - FINANCES | 15 | 80,59 | 0,96 % | 4,49 % | 117 094 | 198 366 344 | 10,89 |
| BRVM - TRANSPORT | 2 | 581,55 | 0,00 % | -6,52 % | 111 | 264 900 | 9,71 |
| BRVM - AGRICULTURE | 5 | 286,44 | -0,59 % | 17,73 % | 16 906 | 56 004 315 | 18,28 |
| BRVM - DISTRIBUTION | 7 | 446,01 | 0,22 % | 9,47 % | 5 381 | 11 049 670 | 28,26 |
| BRVM - AUTRES SECTEURS | 1 | 1 684,25 | -1,44 % | 86,99 % | 706 | 969 410 | 7,91 |
| BRVM - PETITES CAPITALISATIONS | - | - | - | - | - | - | - |

| Indicateurs | 1er et 2è Comp. | BRVM PC |
|-------------------------------------|------------------|---------|
| PER moyen du marché | 13,11 | |
| Taux de rendement moyen du marché | 5,34 | |
| Taux de rentabilité moyen du marché | 7,02 | |
| Nombre de sociétés cotées | 46 | |
| Nombre de lignes obligataires | 98 | |
| Volume moyen annuel par séance | 1 774 136,00 | |
| Valeur moyenne annuelle par séance | 1 911 699 913,99 | |

| Indicateurs | 1er et 2è Comp. | BRVM PC |
|----------------------------------|-----------------|---------|
| Ratio moyen de liquidité | 3,93 | |
| Ratio moyen de satisfaction | 8,04 | |
| Ratio moyen de tendance | 204,45 | |
| Ratio moyen de couverture | 48,91 | |
| Taux de rotation moyen du marché | 0,02 | |
| Prime de risque du marché | 1,73 | |
| Nombre de SGI participantes | 28 | |

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de couverture = Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

| | | | | | | | |
|--|---|--|---|---|--|---|---|
| Senegal Chambre de Commerce et d'Industrie de Niakhar Rue de Niakhar - Niakhar Tél : (229) 21 31 31 38 Fax : (229) 21 31 38 77 | BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie de Ouagadougou Rue de Ouagadougou - Ouagadougou Tél : (229) 20 31 31 38 Fax : (229) 20 31 38 77 | CÔTE D'IVOIRE Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et de Services de Côte d'Ivoire Rue de Côte d'Ivoire - Abidjan Tél : (229) 20 31 31 38 Fax : (229) 20 31 38 77 | GHANA Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation de Ghana Rue de Ghana - Accra Tél : (233) 30 21 31 38 Fax : (233) 30 21 38 77 | MALI Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation de Mali Rue de Mali - Bamako Tél : (229) 20 31 31 38 Fax : (229) 20 31 38 77 | NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation de Niger Rue de Niger - Niamey Tél : (229) 20 31 31 38 Fax : (229) 20 31 38 77 | BENIN Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation de Bénin Rue de Bénin - Cotonou Tél : (229) 21 31 31 38 Fax : (229) 21 31 38 77 | TOGO Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation de Togo Rue de Togo - Lomé Tél : (229) 21 31 31 38 Fax : (229) 21 31 38 77 |
|--|---|--|---|---|--|---|---|

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

| | | | | | |
|--|--|---|--|---|--|
| Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN 001 BP 8690 RP uca@ucasgi.com (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00 (229) 21 31 00 21 www.ucasgi.com | Carré 211 St Michel immeuble SGI-Bénin 01 BP 4546 Cotonou. Tél : (229) 21 31 15 41 21 31 15 71 | Groupe BMCE BANK BOA CAPITAL SECURITIES Siège BOA Benin, Boulevard de France Tel : (229) 21315343/64182121 | Immeuble de l'Africaine des Assurances Face à la Direction de l'Emigration Immigration 01 BP 8668 RP Cotonou contact@agi-agi.com +229 21318733 +229 21316066 | Avenue Steinmetz Face Immeuble Air Gabon 01 BP 6002 COTONOU BENIN Tél : (229) 21 31 88 35 / 21 31 88 36 | Société de gestion et d'intermédiation Boulevard Saint Michel Immeuble Agence BIFC Dantokpa 01 BP. 7700 Cotonou Tél. +229 21324875 Tél. +229 21324876 sgibfs@biic-financialservices.com |
|--|--|---|--|---|--|

Quelques pharmacies à Cotonou

| N° | NOM DE LA PHARMACIE | TELEPHONE | ARR |
|----|---------------------------------|----------------------------|-------|
| 1 | SILOE DEGAKON | 99070606 | 1ER |
| 2 | SURU-LERE | 64341313/99480846 | |
| 3 | TANTO | 64104471 | |
| 4 | REINE DES GRÂCES | 95360822 | 2EME |
| 5 | ADETONA LOMNAVA | 94012397 | 3EME |
| 6 | AGBODJEDO | 63425131/61822725 | |
| 7 | LA BENINOISE | 60502956/21377190/21330646 | 4EME |
| 8 | NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT | 63045618/99947477/95508789 | |
| 9 | ATINKANMEY | 94012392/60019772 | 5EME |
| 10 | GANJI | 95943682/60805039 | |
| 11 | ZONGO | 95846920 | |
| 12 | DES 4 THERAPIES | 21323330/98846095 | 6EME |
| 13 | JERICHO | 95846914 | |
| 14 | SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA | 69510000 | |
| 15 | MAHUTON | 52018944 | |
| 16 | AMEN | 63016565/67309529 | 7EME |
| 17 | MARINA | 94018724 | |
| 18 | SAINTE GABRIEL | 95605656 | 8EME |
| 19 | KINDONOU | 21380115 | 9EME |
| 20 | DE L'AMITIE | 21380512/95869239 | 10EME |
| 21 | NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI | 62646802 | |
| 22 | VEDOKO | 94018722 | |
| 23 | DE LA PAIX | 21303865/97604362 | 11EME |
| 24 | LA MADONE | 95338399/94013982 | 12EME |
| 25 | SAINTE LOUIS | 95859686 | |
| 26 | LES PYLONES | 66826813/95924231 | 13EME |
| 27 | LULI LULI | 98656060 | |

Jours du marché Dantokpa

| |
|------------------------------|
| Mars 2022 |
| Jeudi 3 Mars 2022 |
| Lundi 7 Mars 2022 |
| Vendredi 11 Mars 2022 |
| Mardi 15 Mars 2022 |
| Samedi 19 Mars 2022 |
| Mercredi 23 Mars 2022 |
| Dimanche 27 Mars 2022 |
| Jeudi 31 Mars 2022 |

Taux de change

| Devises étrangères | Franc CFA (1Xof) |
|--|------------------|
| Dollar (USD) | 595,09 |
| Euro | 655,95 |
| Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne) | 783,64 |
| Naira (NGN - Nigeria) | 1,43 |
| Cedi (GHS - Ghana) | 81,59 |
| Rand (ZAR - Afrique du Sud) | 39,78 |
| Yen (JPY) | 4,98 |
| Yuan (CNY) | 93,62 |
| Rouble russe (RUB) | 5,48 |
| Franc Suisse (CHF) | 638,26 |
| Franc Guinéen (GNF) | 0,066 |
| Roupie indienne (INR) | 7,8 |
| Droits de tirage spéciaux (FMI) | 822,39 |
| Or (XAU) | 1150608 |
| Argent (XAG) | 15033,51 |

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

| produits | Unité de mesure | Prix (en FCfa) |
|-----------------------------------|-----------------------|--------------------|
| Maïs | Tongolo | 250 |
| Mil | Tongolo | 350/400 |
| Gari ordinaire | Tongolo | 350 |
| Gari fin | Tongolo | 400 |
| Haricot rouge | Tongolo | 650 |
| Haricot blanc | Tongolo | 700/800 |
| Arachide décort. Gros grains | Tongolo | 700 |
| Piment vert (gbataki) | Tongolo | 400 |
| Tomate fraîche | Grand Panier | 15.000/22.000 |
| Oignon p m g | Panier (40) | 1500/2000/3000 |
| Farine de cossette d'igname | Tongolo | 1000 |
| Sésame qualité supérieure | Tongolo | 1000 |
| Sel marin local | Tongolo | 300 |
| Sel marin importé | Tongolo | 300 |
| Sucre en morceau | Paquet | 500 |
| Sucre en poudre | 1kg | 500 |
| Riz ordinaire | Tongolo | Entre 500 et 900 |
| Huile d'arachide locale | 1litre | 1200 |
| Huile végétale importée | 1litre | 1700 |
| Huile rouge locale | 1,5litre | 1000 |
| Igname ordinaire | Tas | 3500 |
| Igname à piler | Tas | 4500 |
| Savon palmida | 1pain | 200 |
| Lait concentré sucré BB et autres | 250g | 400/500 |
| Lait concentré sucré Jago | Plus d'1kg | 1000 |
| Lait concentré non sucré Peak | 250g | 400 |
| Sardine à huile | 250g | 500 |
| Couscous Sipa | 500g (en sachet) | 850 |
| Spaghetti Matanti | 250g/500g (en sachet) | 250/450 |
| Coquille Maman et autres | 250g/500g (en sachet) | 250/450 |
| Concentré de tomate | 150g/250g/1kg | 125/275/450/1900 |
| Banane | Régime | Entre 3000 et 4000 |
| Œuf | Plateau | 2300/2500 |

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 29/03/2022

Cours des matières Premières Mardi 29 Mars 2022

| Matière première | Mois | Dernier | Var. | Var. % | Heure |
|--------------------------|-----------|-----------|-----------|---------|----------|
| Or | Avr 2022 | 1.932,90 | +3,60 | +0,19% | 19:29:03 |
| XAU/USD | | 1.932,83 | +11,53 | +0,60% | 19:29:07 |
| Argent | Mai 2022 | 25,348 | +0,261 | +1,04% | 19:29:01 |
| Cuivre | Mai 2022 | 4,7100 | -0,0295 | -0,62% | 19:29:05 |
| Platine | Avr 2022 | 1.045,45 | +9,55 | +0,92% | 19:29:03 |
| Palladium | Juin 2022 | 2.568,52 | +75,52 | +3,03% | 19:29:05 |
| Pétrole brut WTI | Mai 2022 | 110,05 | +6,96 | +6,75% | 19:29:05 |
| Pétrole Brent | Mai 2022 | 115,66 | +7,73 | +7,16% | 19:29:05 |
| Gaz naturel | Avr 2022 | 4,896 | +0,033 | +0,68% | 19:29:05 |
| Fioul | Avr 2022 | 3.8024 | +0,2043 | +5,68% | 19:29:05 |
| Essence RBOB | Avr 2022 | 3,3715 | +0,1327 | +4,10% | 19:29:05 |
| Gasoil Londres | Avr 2022 | 1.153,25 | +72,37 | +6,70% | 19:29:07 |
| Aluminium | | 3.515,00 | +134,00 | +3,96% | 19:28:37 |
| Zinc | | 3.920,00 | +94,00 | +2,46% | 19:15:14 |
| Nickel | | 31.379,50 | -5.535,00 | -14,99% | 09:33:20 |
| Cuivre | | 10.246,50 | -84,50 | -0,82% | 19:28:37 |
| Blé américain | Mai 2022 | 1.117,40 | +54,40 | +5,12% | 19:20:07 |
| Riz Paddy | Mai 2022 | 15,920 | +0,295 | +1,89% | 19:20:02 |
| Maïs américain | Mai 2022 | 756,90 | +14,90 | +2,01% | 19:20:06 |
| Soja américain | Mai 2022 | 1.692,50 | +24,50 | +1,47% | 19:19:57 |
| Huile de Soja américaine | Mai 2022 | 73,69 | +1,40 | +1,94% | 19:19:55 |
| Farine de soja | Mai 2022 | 480,60 | +3,60 | +0,75% | 19:20:07 |
| Coton américain | Mai 2022 | 130,39 | +3,53 | +2,78% | 19:20:06 |
| Cacao américain | Mai 2022 | 2.519,00 | +15,00 | +0,60% | 18:28:58 |
| Café US C | Mai 2022 | 225,28 | +5,23 | +2,38% | 18:30:04 |
| Café de Londres | Mai 2022 | 2.174,00 | -121,00 | -5,27% | 18:29:51 |
| Sucre américain | Mai 2022 | 19,27 | +0,34 | +1,80% | 17:58:48 |
| Jus d'orange | Mai 2022 | 147,83 | +0,18 | +0,12% | 19:00:06 |
| Bétail | Avr 2022 | 139,98 | -0,52 | -0,37% | 19:04:55 |
| Porc | Avr 2022 | 100,80 | +1,40 | +1,41% | 19:04:56 |
| Bovins d'engraissement | Mar 2022 | 155,96 | -0,59 | -0,38% | 19:05:06 |
| Bois de construction | Mai 2022 | 1.128,30 | -57,00 | -4,81% | 18:27:09 |
| Avoine | | 703,70 | +24,70 | +3,64% | 19:20:06 |

Prix des produits hydrocarbures et gaz

| Produits | Unité de mesure | Prix (en FCfa) |
|--|----------------------------|----------------|
| Essence | 1l | 505 |
| Pétrole | 1L | 510 |
| Gasoil | 1L | 520 |
| Mélange | 1L | 615 |
| Gaz domestique | 6kg (petite bouteille) | 3270 |
| | 12,5kg (moyenne bouteille) | 6812 |
| | 18kg (grande bouteille) | 9810 |
| Huile à moteur (essence) | Bidon (1L) | 2.900 |
| | Bidon (4L) | 9.590 |
| Huile à moteur (diésel) | Bidon de 4Littres | 10.535 |
| Huile à moteur (Atf boîte automatique) | 2littres | 6.320 |
| Huile à moteur (à pont EP 90) | 2Littres | 6.130 |
| Huile à moteur en vrac | 1Litre | 2.265 |
| Huile à moteur diesel | 1Litre | 2.165 |
| Huile à 2 temps en vrac | 1L | 1.635 |
| Graisse | 0,400g | 2.940 |
| Eau distillée | 1,5L | 850 |
| Eau de refroidissement | Bidon (1,5L) | 1.600 |
| | Bidon (5L) | 5.000 |
| Electrolyte | 5L | 4.000 |
| E140 en vrac | 1L | 2.175 |
| E140 camion et 4X4 | Bidon de 2L | 6.295 |

Source : Station « JNP » Mardi 29 Mars 2022

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

| Departements | Lieux | Noms | Jours | |
|--------------|------------|------------|----------|----------|
| Alibori | Malanville | Malanville | dimanche | |
| | Ségbana | Ségbana | dimanche | |
| | Bérébouaye | Bérébouaye | samedi | |
| | Malanville | Malanville | samedi | |
| | Karimama | Karimama | vendredi | |
| | | Matéri | Matéri | jeudi |
| Tanguiéta | | Tanguiéta | lundi | |
| Cobly | | Cobly | mercredi | |
| | Gaouga | Gaouga | mardi | |
| | Kassoua | Kassoua | mardi | |
| Mono | Grand-Popo | Grand-Popo | mardi | |
| | Agoué | Agoué | mercredi | |
| Zou | Djalloukou | Djalloukou | dimanche | |
| | Massi | Massi | dimanche | |
| | Agouna | Agouna | mardi | |
| | Ikémon | Ikémon | mercredi | |
| | Borgou | Gogounou | Gogounou | dimanche |
| Bembéréké | | Bembéréké | jeudi | |
| Kalalé | | Kalalé | jeudi | |
| Tchaourou | | Tchaourou | lundi | |
| Tchikandou | | Tchikandou | mardi | |
| Fô-Bouré | | Fô-Bouré | mercredi | |
| Sokka | | Sokka | mercredi | |
| Parakou | | Azeke | samedi | |
| N'Dali | | N'Dali | samedi | |
| Dunkassa | | Dunkassa | vendredi | |
| Collines | | Ouèdèmè | Ouèdèmè | dimanche |
| | | Ouessè | Ouessè | jeudi |
| | | Gobada | Gobada | lundi |
| | | Savè | Savè | lundi |
| | Tchetti | Tchetti | lundi | |
| | Glazoué | Glazoué | mercredi | |
| Donga | Lahotan | Lahotan | mercredi | |
| | Bénin | Bénin | jeudi | |
| | Tokotoko | Tokotoko | lundi | |

Construction de collecteurs d'eaux pluviales à Cotonou

La Banque mondiale s'assure de l'avancement des travaux

Une délégation de la Banque mondiale s'est déplacée sur les sites prises en compte par le Projet d'assainissement pluvial de Cotonou (PAPC), ce mercredi 30 mars 2022, pour s'enquérir de l'évolution des travaux. La délégation est composée de Atou Seck, représentant résident pour le Bénin et d'une équipe technique venue de Washington.

● **Félicienne HOUËSSOU**

La visite de terrain a consisté en une descente sur la base vie de l'entreprise en charge des travaux de réalisation des collecteurs à ciel ouvert. Ainsi, la délégation de la Banque mondiale a discuté avec les entreprises de mise en œuvre sur le déroulement du programme PAPC qui est en phase de démarrage. L'objectif était de s'assurer du démarrage des travaux et des dispositions prises pour conduire le chantier suivant les règles de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque mondiale. Financé à hauteur de 100 millions de dollars par la Banque mondiale, le Projet de Gestion des Eaux Pluviales et de Résilience Urbaine vise à améliorer les conditions de vie des habitants de la capitale économique du Bénin, réduisant les risques d'inondation (dans les zones ciblées de Cotonou) et renforçant la gestion et les capacités de résilience urbaine au niveau de l'agglomération. Selon Atou Seck, la lutte contre les inondations dans la ville de Cotonou est une priorité pour le

gouvernement du Bénin qui a mobilisé les partenaires techniques et financiers pour l'accompagner. « Le soutien de la Banque mondiale au projet d'assainissement pluvial de Cotonou vient renforcer les investissements qu'elle a déjà réalisés pour contribuer à un meilleur cadre de vie aux populations de Cotonou. Nous avons hâte que les travaux démarrent parce que l'attente des populations est très forte », a-t-il indiqué. Les travaux financés par la Banque mondiale se déclinent en la construction de 25 km de collecteurs et de plus 7km de matelas-gabions pour protéger les berges, de 12 km de revêtement de routes en pavés autobloquants, ainsi que la remise en état de trois bassins de rétention totalisant un volume de stockage de 400.000 m3. Selon les explications des responsables de l'Agence d'exécution des travaux urbains (AGETUR) qui assure la maîtrise d'ouvrage déléguée, les travaux ont démarré en décembre 2021 avec la signature du contrat et l'installation des bases



● La délégation de la BM à la base vie de l'entreprise en charge des travaux de réalisation des collecteurs à ciel ouvert

vie. Actuellement, tout est fin prêt pour le démarrage de la construction à proprement parler des ouvrages au niveau des deux premiers bassins couverts par le financement de la Banque mondiale, avec les dernières vérifications et ajustements aux plans de gestion environnementale et sociale de chantier. Atou Seck, représentant résident pour le Bénin se dit satisfait de l'avancée des travaux. Il espère que la même cadence va se poursuivre pendant les 18 mois que vont durer la mise en œuvre du projet. «

Nous allons continuer à faire le suivi et nous assurer que les travaux soient réalisés dans les meilleures conditions de qualité », a-t-il précisé. Ce projet offrira à la population, un cadre de vie assaini, plus électrifié qui, à terme, améliorerait les conditions de vie économique et sociale des zones cibles. Les premiers coups de pioches sont prévus pour mi-avril 2022.

Vers l'atténuation des effets des inondations

Le projet qui fait suite à une table ronde multidonateurs organisée en janvier 2018 est financé par six bailleurs. La Banque finance les activités au niveau de trois des 34 bassins concernés par le PAPC. Ce financement s'inscrit dans la continuité de deux précédentes opérations. Le premier, le Projet d'urgence de gestion environnementale en milieu urbain (PUGEMU) avait pour objectif d'améliorer l'infrastructure et d'atténuer les effets des inondations sur l'environnement dans l'agglomération de Cotonou, tout en améliorant les moyens de prévention du pays. Le PUGEMU avait permis l'élaboration, en 2015, d'un schéma directeur pour l'assainissement qui a servi de base aux autorités pour orienter leurs

choix d'investissement pour ce projet et capitaliser sur les fondations posées par les opérations précédentes pour renforcer les capacités en matière de planification, de mise en œuvre et de suivi des services municipaux essentiels. Le second, le Projet d'aménagement urbain et d'appui à la décentralisation (PAURAD) a aidé à améliorer l'accès aux services urbains et la gestion urbaine dans dix villes du Bénin (dont Cotonou) grâce au développement d'infrastructures d'assainissement des eaux pluviales. Les échanges et négociations se poursuivent pour la mise en œuvre d'autres programmes dont la finalité est d'impacter d'autres villes à travers des ouvrages similaires.



● La délégation de la BM sur un chantier du programme PAPC

HOROSCOPE finance

Bélier Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Taureau Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

Gémeaux Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Cancer Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

Lion Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Vierge Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Balance Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Scorpion Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Sagittaire Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

Capricorne La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Verseau Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

Poissons Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publius Syrus).

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Noël Y. TETEGOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Crespin N'SODAI

(96564330)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO

(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI

Félicienne HOUËSSOU

(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

Romuald NOUDEDJI

(Correspondant Mono-

Couffo)

Campagne agricole 2021-2022

Le Kilogramme de cajou vendu demain à 350 FCFA

Le Conseil des ministres s'est tenu mercredi 30 mars 2022. Plusieurs décisions ont été prises notamment, l'ouverture de la campagne 2021-2022 de commercialisation des noix de cajou. 350FCFA/Kg, c'est le prix fixé par le gouvernement pour cette campagne.

● Bidossessi WANOU

350FCFA/Kg le prix plancher de la noix de cajou pour la campagne commerciale 2021-

2022. Ainsi en a décidé le gouvernement réuni en conseil des ministres hier mercredi. C'est la commune de Bassila au Nord

qui accueille le lancement officiel de la campagne qui court du 1^{er} avril au 31 octobre 2022. Le conseil en fixant le prix après consul-

tation des acteurs, a insisté sur la nécessité de poursuivre le contrôle du respect des bonnes pratiques, gages de la qualité des produits.

Aussi, des instructions ont été données en vue d'éviter la concurrence déloyale durant la campagne. Le contrôle et la certification

des instruments de pesage préoccupent le gouvernement qui a donné des instructions dans le but de préserver l'intérêt des producteurs.

REPUBLIQUE DU BENIN
Président Justice Travail

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL DU
GOUVERNEMENT

N° 13/2022/PR/SGG/CM/OJ/ORD

COPIE

Compte rendu du Conseil des Ministres

Le Conseil des Ministres s'est réuni ce mercredi 30 mars 2022, sous la présidence de Monsieur Patrice TALON, Président de la République.

Les décisions ci-après ont été prises :

I- Mesures normatives.

Conditions de déroulement de la campagne de commercialisation 2021-2022 des noix de cajou.

Au cours de cette campagne qui s'ouvrira le 1^{er} avril 2022 dans la commune de Bassila pour s'achever le 31 octobre 2022, il est convenu de poursuivre le contrôle du respect des bonnes pratiques visant à garantir la qualité des produits et à éviter la concurrence déloyale sur le terrain.

Aussi, tenant compte des données de la campagne écoulée ainsi que de la tendance dans la sous-région, le Gouvernement a-t-il arbitré le prix plancher à la somme de 350 FCFA/kg.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce et le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche veilleront au bon déroulement de la campagne de même qu'au contrôle et à la certification des instruments de pesage afin de préserver les intérêts des producteurs.

Au titre des autres mesures normatives, a été adopté le décret portant approbation des statuts de l'Agence nationale de la Météorologie.

II- Communications.

II-1. Nouveau mécanisme d'élaboration et de suivi des textes de loi et leurs actes d'application.

Depuis plusieurs années, il est constaté que l'élaboration des textes d'application des lois dans notre pays intervient avec un grand retard s'étendant sur plusieurs mois voire plusieurs années. Or, l'entrée en vigueur intégrale d'une loi votée par l'Assemblée nationale n'est effective

qu'avec la prise de décrets d'application prescrits par ladite loi. Ce retard persistant compromet la lisibilité des effets attendus d'une mesure législative prise pour atteindre un objectif. De ce fait, il existe un décalage entre la promulgation des lois votées et leur mise en œuvre réelle.

Dans le cadre des réformes engagées par le Gouvernement, notamment dans son Programme d'Action 2021-2026, il s'avère indispensable que le vote des différentes lois soit immédiatement suivi de la prise de leurs actes d'application, aux fins d'assurer la conduite à terme desdites réformes.

Par conséquent, tous les projets de lois portés par les ministères seront désormais élaborés en même temps que leurs textes d'application. Il sera mis en place un dispositif dans chaque département ministériel et à la présidence de la République à cette fin.

II-2. Réalisation des études techniques détaillées relatives aux travaux d'amélioration de la desserte en eau potable au quartier Akpakpa et environs.

Les besoins dans ce quartier et les localités environnantes sont estimés à 2.500 m³/h contre une fourniture moyenne de 1300 m³/h actuellement. Ce déficit de production affecte les populations qui y vivent et l'impact se ressent davantage aux heures de grande consommation.

Compte tenu de la nécessité d'atténuer immédiatement cette situation critique, le Conseil a autorisé la contractualisation avec un bureau spécialisé en vue de la réalisation, dans un délai très bref, des études techniques détaillées, préalable aux travaux proprement dits.

III- Rencontres et manifestations internationales.

Le Conseil a autorisé la participation du Bénin à :

- la 20^{ème} Commission mixte militaire bénino-belge, du 4 au 8 avril 2022 à Bruxelles, en Belgique ; puis
- la 7^{ème} réunion des ministres de l'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique chargés de la pêche et de l'aquaculture, à Accra au Ghana, du 7 au 8 avril 2022.

IV- Mesures individuelles.

Les promotions d'officiers supérieurs ont été prononcées par le Conseil comme ci-après :

• **A la Police républicaine**

Inspecteur général de police de deuxième classe, pour compter du 1^{er} mars 2022

Contrôleur général de police Soumaïla Allabi YAYA

• **Au sein des Forces armées béninoises**

Sont promus au grade de Général de brigade, les officiers supérieurs dont les noms suivent :

- **Armée de terre**

Pour compter du 1^{er} janvier 2022

Colonel Fructueux Candide Ahodégnon GBAGUIDI

Pour compter du 1^{er} avril 2022

Colonel Abou ISSA

- **Armée de l'air**

Général de brigade aérienne, pour compter du 1^{er} janvier 2022

Colonel Bertin BADA.

Fait à Cotonou, le 30 mars 2022,

Le Secrétaire Général du Gouvernement,



Edouard OUI-OURO.

Prix des produits dans l'Atacora et la Donga

Le gouvernement fixe, des commerçants s'entêtent

Le calvaire des populations pour ce qui est de la cherté de la vie n'est pas prêt de connaître une fin de sitôt. Et pour cause dans plusieurs communes du Bénin notamment à Djougou, les prix des produits n'ont pas connu une baisse contrairement à ce que le gouvernement a fixé suite à certaines mesures prises pour faciliter le quotidien des Béninois. Une descente de notre équipe ce mardi 29 mars 2022 a permis de faire le constat.

● F.V.

Dans cette commune du département de la Donga, un acheteur s'est plaint du prix du pain vendu toujours à 150 FCFA. Et la vendeuse lui sert que les grossistes n'entendent pas baisser le prix. Informée la

Direction départementale de l'industrie et du commerce compte entamer une action dès ce mercredi pour réguler le prix de certains produits dont le pain. La même situation reste également perceptible au niveau de certains produits dans le département de l'Atacora.

La preuve reste la fermeture de presque tous les dépôts de ciment qui se trouvent dans la ville de Natitingou. Pour ces commerçants, il n'est pas possible d'appliquer les prix fixés par le gouvernement. Contacté, le directeur départemental du commerce de l'Atacora

a confirmé qu'il a pris soin d'informer les tenanciers de dépôts de ciment au cours d'une séance de travail. Il se dit être surpris de constater que unanimement tous les commerçants du ciment ont fermé leurs dépôts. Au cours d'un contrôle lundi, jour du marché de Natitingou, il a

vraiment été constaté effectivement que les dépôts de ciment ont fermé. Une dame à côté de son dépôt a ouvert son centre sur demande de l'équipe. Une fois à l'intérieur, il y a 40 tonnes de ciment stockés. Selon le directeur départemental du commerce, c'est

une stratégie commerciale pour vendre cher quand les autres n'auront plus de stock. L'équipe n'a pas vu affiché le prix de vente du ciment ni son facturier pour savoir à combien elle vend le ciment. Les autorités ont donc décidé de mettre sous scellée la boutique.

Soutien au PAG II

Le Fonds saoudien satisfait de l'exécution des projets financés au Bénin

(Le PAG 2 appelle la mobilisation des ressources et le fonds Saoudien est un partenaire privilégié », dicit Dr Zul-Kifl Salami)

Le gouvernement du Bénin, sous le leadership du président de la République Patrice Talon et grâce au dynamisme de son Chargé de mission Dr Zul-Kifl Salami, est devenu un partenaire stratégique des banques et Fonds arabes. En visite au Bénin, une délégation du Fonds Saoudien, a effectué une descente sur les chantiers financés par le Fonds. Les différents centres de l'Université nationale d'agriculture font partie de ces chantiers.

● Falco VIGNON

La République du Bénin est partie pour bénéficier davantage de financements de la part des banques et fonds arabes notamment le Fonds Saoudien. Lors d'une descente effectuée dans les centres de l'UNA, le mercredi 23 mars 2022, une délégation du fonds Saoudien conduite par Dr Alzahrani Saeed a exprimé sa satisfaction et son désir d'intensifier davantage la coopération avec la Bénin. « Nous avons visité plusieurs centres de l'Université nationale d'agriculture notamment ceux de Sakété, Awai et Idigny. Les travaux que nous avons financés ont été bien exécutés. Nous avons vu des étudiants et des enseignants qui travaillent dans les locaux construits grâce à nos financements et cela nous réjouit au plus haut point car ce que nous cherchons avant tout c'est d'impacter le développement des Etats que nous finançons. Cela nous encourage à faire encore beaucoup de choses », a expliqué Dr Alzahrani Saeed. Il faut noter que la délégation du Fonds Saoudien au Bénin a visité plusieurs autres projets notamment dans le nord du Bénin et dans le secteur de l'alimentation en eau potable. De même, plusieurs séances de travail avec les autorités béninoises ont sanctionné cette visite au Bénin.

Des doléances à Sakété, Awai et Idigny

Les responsables des centres universitaires de l'UNA se sont joints aux étudiants pour exprimer à la délégation du Fonds Saoudien quelques doléances. « Aussi bien à Sakété, Awai qu'Idigny, des doléances ont été formulées par des enseignants qui expliquent qu'il faut aller un peu plus loin dans la construction des infrastructures notamment des restaurants, des réfectoires, des locaux pour accueillir aussi bien les étudiants que les enseignants, des cantines, garderies et autres. Tout cela a été noté par la délégation et nous avons conclu qu'un mémorandum sera rédigé pour servir de balise pour l'avenir de notre coopération », a rassuré Dr Zul-Kifl Salami.

Dr Zul-Kifl Salami poursuit la mobilisation de ressources concessionnelles pour financer le PAG 2

Le Chargé de mission du président Patrice Talon, l'administrateur de la BID/ITFC Dr Zul-Kifl Salami a tenu à remercier, au nom de son excellence le Président de la République du Bénin, Patrice Talon, son excellence le président du Fonds Saoudien pour avoir envoyé cette importante délégation. De même, il a remercié le président Patrice Talon pour l'accueil réservé par le Bénin aux partenaires financiers saoudiens. A en croire Dr Zul-Kifl Salami, la visite de la délégation saoudienne s'inscrit dans deux cadres.



● Dr Zul-Kifl Salami et le chef de la délégation du Fonds Saoudien

D'une part, elle se justifie par le fait que le Fonds Saoudien a financé d'importants projets au Bénin. « Il est alors de bon ton que le Fonds puisse constater de visu comment ces projets sont exécutés ; constater les impacts de ceux qui sont achevés sur les populations notamment les bénéficiaires et aussi mener une réflexion commune entre le Fonds et l'Etat béninois sur les projets qui rencontrent des difficultés afin d'y trouver des solutions », a-t-il fait savoir. D'autre part, les projets financés par le Fonds Saoudien répondent aux priorités exprimées par le Chef de l'Etat et se déclinent sur deux piliers. Il s'agit de l'enseignement pris dans sa globalité qui reste une priorité absolue car « le développement commence par l'homme et finit par l'homme donc la formation des ressources humaines et l'émergence des talents est une priorité absolue pour notre gouvernement et le chef de l'Etat l'a clairement exprimé », aux dires du Chargé de mission de

Patrice Talon. Le deuxième secteur ayant bénéficié des financements est celui agricole. « L'Université nationale d'agriculture est une structure qui porte l'un des piliers du PAG 2 notamment l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'exportation des produits de rente et vivriers. Cela montre l'importance que nous devons attacher à ce secteur. C'est pourquoi je suis personnellement là pour assurer l'encadrement et m'assurer effectivement que toutes les questions sont résolues et que la mission parte parfaitement satisfaite », a expliqué l'administrateur de la BID/ITFC.

L'exploration d'autres besoins de financements concessionnels

La mission de la délégation du Fonds Saoudien au Bénin est une nouvelle opportunité que peut saisir le Bénin pour engager le processus de financement d'autres projets. Fidèle aux engagements du président Patrice Talon,

son Chargé de mission Dr Zul-Kifl Salami y travaille déjà. Comme il l'explique si bien : « Nous allons également explorer ensemble les voies d'avenir et fort heureusement le PAG 2 légitimement ambitieux appelle la mobilisation d'énormes ressources de la part des bailleurs de fonds et partenaires techniques et financiers. En cela le Fonds Saoudien est un partenaire privilégié qui à la suite de ces échanges verra quels sont les segments de secteurs sur lesquels il peut apporter des ressources supplémentaires pour poursuivre le développement de notre pays et l'atteinte des ODD ». Ceci, avant de poursuivre : « Le Fonds Saoudien ne travaille pas seul. Il travaille surtout avec

les membres du groupe de coordination des banques et fonds arabes. Le Fonds Saoudien est toujours disposé à faire des cofinancements avec les autres fonds. Et je reste persuadé que pour les projets du PAG 2 qui appellent des cofinancements, le Fonds Saoudien sera toujours à nos côtés pour assurer la mobilisation des ressources nécessaires. Je remercie, au nom de son excellence le président Patrice Talon, le Fonds Saoudien. J'invite les responsables de ce partenaire stratégique du Bénin à continuer de nous accompagner non seulement dans le secteur éducatif mais aussi dans les autres secteurs de développement qui sont tout aussi prioritaires pour le PAG2 », a formulé le CM de Patrice Talon.



● Echange avec les différentes parties

Coupe du monde 2022 au Qatar

La liste des équipes qualifiées pour le mondial

Le casting se précise. Ce mardi, sept nouvelles équipes se sont qualifiées pour le Mondial 2022 au Qatar (21 novembre - 18 décembre). Si le champion d'Europe italien manquera à l'appel, le plateau qui se dessine s'avère relevé et divers. Voici les 27 nations qui ont déjà validé leur billet pour la Coupe du monde. Le tirage au sort aura lieu ce vendredi 1er avril à Doha. Cinq pays africains et deux européens sont ainsi venus compléter le casting déjà existant. Si une nation européenne manque encore au total en raison des événements en Ukraine, la plupart des dernières équipes à prétendre au Mondial devront passer par des barrages intercontinentaux. Tour d'horizon mondial.

ZONE AFRIQUE : 5

- Ghana
- Sénégal
- Cameroun
- Tunisie
- Maroc

ZONE AMÉRIQUE DU NORD ET CENTRALE : 1

- Canada

Officiellement, seul le Canada est assuré d'être dans le Top 3 du tour final de ces éliminatoires de la zone CONCA-

CAF. Deux autres équipes sont en ballottage favorable avant la dernière journée (États-Unis et Mexique) pour compléter le trio assuré de voir le Qatar. A noter que le quatrième de ce Tour Final (le Costa Rica avant la dernière journée) devra disputer un match de barrages inter-continental face au vainqueur des qualifications Océanie en juin prochain (Nouvelle Zélande ou Îles Salomon).

ZONE AMÉRIQUE DU SUD : 4

- Brésil
- Argentine
- Equateur

- Uruguay

ZONE ASIE : 5

- Qatar
- Iran
- Corée du Sud
- Japon
- Arabie saoudite

ZONE EUROPE : 12

- Danemark
- Allemagne

- France
- Belgique
- Croatie
- Espagne
- Serbie
- Angleterre
- Suisse
- Pays-Bas
- Portugal
- Pologne

Source externe



Besoin de trouver un **fournisseur adapté ?**



Besoin d'un **devis ?**

Besoin de trouver des **partenaires en Afrique ?**



Une seule référence :

